

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

PREFECTURE
Cabinet du Préfet

Service Interministériel de
Défense et de Protection Civile

DH

ARRETE

n° 2010-259-21 du 16 septembre 2010

portant approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société TYM
LOGISTIQUE à HOMBURG

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 et L.515-15 à L.515.25 et L. 123-1 à L. 123-16, et son article R 515-40 IV,

Vu les articles R 511-9 et R511-10 du code de l'environnement portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1, L.211, L.230.1 et L.300-2 et R 126-1 et R 126-2,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L15-6 à L15-8,

Vu le code de construction et de l'habitation,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005,

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations

classées soumises à autorisation,

Vu les arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant l'exploitation des installations de l'établissement TYM LOGISTIQUE des 19 février 1991 et 28 mars 2003,

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-166-9 du 15 juin 2006, modifié par l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2008, portant création du comité local d'information et de concertation de la Bande Rhénane, sur les périmètres des plans particuliers d'intervention autour des établissements Tym Logistique à Hombourg, Rhodia-Butachimie à Chalampé et Pec-Rhin à Ottmarsheim,

Vu l'avis du conseil municipal de Hombourg du 03 septembre 2008, avant la prescription du plan de prévention des risques technologiques et émettant un avis favorable sur les modalités de concertation,

Vu l'avis du CLIC lors de la séance du 13 janvier 2009 avant l'arrêté de prescription,

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-029-13 du 28 janvier 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de prévention des risques technologiques autour du site de Tym Logistique,

Vu le bilan de concertation du 17 novembre 2009,

Vu les avis émis par les Personnes et Organisme associés consultés le 4 décembre 2009 sur le projet de PPRT avant l'enquête publique,

Vu l'avis du CLIC lors de la séance du 27 janvier 2010 rendu avant enquête publique,

Vu l'arrêté n°2010-14-05 du 19 mai 2010 portant prolongation du délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société Tym Logistique,

Vu le dossier soumis à enquête publique,

Vu l'absence d'avis exprimés lors de l'enquête publique du 12 avril au 17 mai 2010 inclus,

Vu le rapport du commissaire enquêteur et son avis favorable en date du 28 juin 2010,

Vu le rapport conjoint de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et de la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin du 27 juillet 2010,

Considérant la circulaire du 26 avril 2005 relative à la création des comités locaux d'information et de concertation,

Considérant la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « Seveso », visés par l'arrêté du 10 mai 2000, modifié,

Considérant la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2,

Considérant que l'établissement Tym Logistique à Hombourg appartient à la liste prévue au IV de l'article L515-8 du Code de l'environnement,

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de la société Tym Logistique à Hombourg, décrite dans le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 mai 2008,

Considérant la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général,

ARRETE

Article 1^{er} :

Le plan de prévention des risques technologiques de l'établissement Tym Logistique annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 :

Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques,
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L515-15 et L515-16 du Code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que besoin pour chaque zone ou secteur :
 - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L515-16 du Code de l'environnement
 - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L515-16 du Code de l'environnement

Article 3 :

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L126-1 du Code de l'urbanisme et devra être annexé au plan d'occupation des sols de la commune de Hombourg dans un délai de trois mois.

Article 4 :

Les mesures de protection des populations face aux risques encourus, prescrites par le PPRT, au titre III du règlement, devront être mises en œuvre à compter de la date d'effet du présent arrêté, si des riverains de la société Tym Logistique sont concernés par ces mesures.

Article 5 :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage en mairie de Hombourg et au siège de la Communauté de Communes de la Porte de France Rhin Sud à Ottmarsheim pendant un mois au minimum. Mention de cet affichage sera publiée dans 2 journaux diffusés dans le

département.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

Une copie du Plan de Prévention des Risques Technologiques est tenue à disposition du public :

- à la Préfecture du Haut-Rhin,
 - en mairie de Hombourg,
 - au siège de la Communauté des Communes de Porte de France Rhin Sud à Ottmarsheim,
 - à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - à la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin,
- aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet du Haut-Rhin,
- soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer,

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la plus tard des mesures de publicité prévues l'article 5,
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Départemental des Territoires du Haut-Rhin, La Maire de la commune de Hombourg, et la Présidente de la Communauté des Communes de la Porte de France Rhin Sud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Colmar, le 16 septembre 2010

Le Préfet



Pierre-André PEYVEL



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS CLASSÉES

ARRÊTÉ

du **- 9 JUIN 2020** instituant
des servitudes d'utilité publique autour du projet d'extension de la société TYM
LOGISTIQUE située à HOMBOURG

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-37 et R.515-91 à R.515-97 ;
- VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et L.153-60 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1 ;
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement :
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 95 392 du 19 février 1991,
 - l'arrêté préfectoral n° 2003-87-01 du 28 mars 2003 portant prescriptions complémentaires au titre du titre Ier du livre V du code de l'environnement à la société TYM pour la poursuite de ses activités d'entrepôt de produits parapharmaceutiques,
 - l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2006-61-223 du 2 mars 2006 portant sur la complétude de son étude de danger pour l'établissement du PPRT,
 - l'arrêté préfectoral n° 2010-259-21 du 16 septembre 2010 portant approbation du PPRT,
 - l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2014296-0004 du 23 octobre 2014 portant sur l'implantation d'un nouveau système de détection incendie;
- VU** la demande présentée le 13 mai 2019 complétée le 8 novembre 2019 par la société TYM LOGISTIQUE dont le siège social est situé 20 avenue du Luxembourg à Illzach (68110) en vue d'obtenir l'autorisation de construire une extension de stockage sur son site basé en zone industrielle à Hombourg ;
- VU** la demande présentée le 13 mai 2019, complétée le 8 novembre 2019 par la société TYM LOGISTIQUE en vue d'instituer des servitudes d'utilité publique autour de son entrepôt ;
- VU** l'avis favorable de la direction départementale des territoires (service transports, risques et sécurité) en date du 7 juillet 2019,
- VU** la consultation de la direction départementale des territoires (service connaissance aménagement et urbanisme en date du 7 janvier 2020 ;
- VU** l'avis favorable avec prescriptions du service départemental d'incendie et de secours en date du 3 juillet 2019 ;

- VU** l'avis favorable du maire de Hombourg du 11 février 2020 ;
- VU** l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 décembre 2019 au 31 janvier 2020 ;
- VU** le rapport du commissaire enquêteur du 20 février 2020 ;
- VU** les rapports des 13 mars 2020 et 29 mai 2020 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand-Est chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet de la société TYM LOGISTIQUE d'étendre ses capacités de stockage induit des risques nouveaux s'étendant à l'extérieur des limites du site et sur des terrains situés en dehors de l'emprise du PPRT approuvé par l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'accident majeur sur les installations projetées dans le cadre du projet de la société TYM LOGISTIQUE, les zones des effets toxiques irréversibles sont susceptibles de sortir des limites de propriété du site ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.515-37 du code de l'environnement, des servitudes d'utilités publiques peuvent être instituées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Localisation

Sans préjudice d'éventuelles mesures qui sont instituées par le plan de prévention des risques technologiques autour du site de TYM LOGISTIQUE à Hombourg approuvé le 16 décembre 2010, des servitudes sont imposées sur les parcelles ou parties de parcelles listées à l'article 2 selon le plan joint en annexe.

Article 2

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles suivantes du cadastre de la commune de Hombourg, selon le plan joint en annexe :

Commune	Référence cadastrale de la parcelle	Adresse de la parcelle	Servitudes
Hombourg	000 11 238	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	Les nouvelles constructions sont autorisées, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux effets toxiques irréversibles* et d'aménager un local de confinement. Les changements de destination doivent être réglementés dans les mêmes conditions.
	000 11 184	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	
	000 11 237	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	

Commune	Référence cadastrale de la parcelle	Adresse de la parcelle	Servitudes
	000 11 260	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	L'aménagement ou l'extension des constructions existantes sont possibles, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux effets toxiques irréversibles* et d'aménager un local de confinement.
	000 11 204	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	Les nouvelles constructions sont autorisées, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux effets toxiques irréversibles* et d'aménager un local de confinement. Les changements de destination doivent être réglementés dans les mêmes conditions.
	000 11 268	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	Les nouvelles constructions sont autorisées, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux effets toxiques irréversibles* et d'aménager un local de confinement. Les changements de destination doivent être réglementés dans les mêmes conditions.
	000 12 25	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	
	000 17 95	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	
	000 17 53	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	
	000 17 49	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	
	000 17 86	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	
	000 17 90	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	
	000 17 94	Grand Canal d'Alsace 68490 HOMBURG	

*Dans ce cadre, la construction d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ou de nouvelles installations classées compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence – intégration au POI de la société TYM Logistique) est possible.

Article 3

Conformément à l'article L.151-43 et L.153-60 du code de l'urbanisme, ces servitudes devront être annexées, le cas échéant, dans le plan local d'urbanisme de la commune de Hombourg dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4

Lorsque l'institution des servitudes prévues à l'article L.515-8 du code de l'environnement entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitant de l'installation dans un délai de 3 ans à dater de la notification du présent arrêté. À défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge d'expropriation.

Le paiement des indemnités est à la charge de l'exploitant de l'installation.

Article 5

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté fait l'objet des mesures de publicité légales prévues par l'article R.181-44 du code de l'environnement.

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Hombourg pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Hombourg.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 – Droit des tiers, délais et voies de recours

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 - Exécution

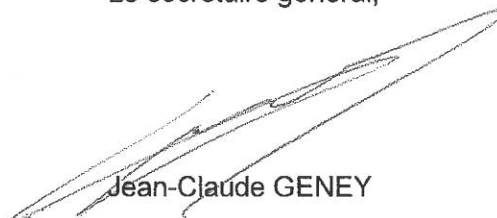
En application de l'article R.515-30 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié au maire de la commune de Hombourg, à la société TYM LOGISTIQUE ainsi qu'à chacun des propriétaires, des titulaires des droits réels ou de leurs ayants droit des parcelles concernées du cadastre de la commune de Hombourg.

La commune de Hombourg est tenue d'annexer les servitudes instituées par le présent arrêté à ses documents d'urbanisme dans les conditions prévues à l'article L.151-43 du code de l'urbanisme.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Hombourg, le directeur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société TYM LOGISTIQUE à Hombourg.

Fait à Colmar, le - 9 JUIN 2020

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Claude GENEY

ANNEXE 1 : plan parcellaire concerné par les effets toxiques

